



## CONVENTION PLURIANNUELLE 2023 – 2024 - 2025

### relative à l'affectation d'intervenants sociaux dans les services de la direction départementale de la sécurité publique du Morbihan et du groupement de gendarmerie départementale du Morbihan

#### ENTRE

L'État représenté par le préfet du Morbihan, M. Pascal BOLOT,

Le conseil départemental représenté par son président, M. David LAPPARTIENT,

La commune de Vannes, représentée par son maire, M. David ROBO,

Le directeur départemental de la sécurité publique, représenté par son directeur, M. Philippe MIZINIAK,

Le groupement de gendarmerie départementale du Morbihan, représenté par son commandant, le colonel Aurélien ARDILLIER,

L'association Sauvegarde 56 représentée par son président, M. Yves GICQUELLO.

#### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

##### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

Il a été créé en 2020, trois postes d'intervenant social à temps plein à la direction départementale de la sécurité publique du Morbihan (un poste au commissariat de police de Lorient) et dans les unités du groupement de gendarmerie départementale (deux postes). Ces trois postes viennent en complément du poste créé en février 2019 au commissariat de Vannes (0,6 ETP), ce qui porte à 3,6 ETP les effectifs ISCG dans le Morbihan.

Les titulaires des postes occuperont leurs fonctions aux commissariats de police de Lorient et Vannes et dans des unités du groupement de gendarmerie départementale, secteurs Est et Ouest du département.

La présente convention a pour objet de fixer les missions et les modalités de fonctionnement de ces postes.

L'association Sauvegarde 56, en qualité d'employeur est l'autorité hiérarchique des intervenants sociaux, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant groupement de gendarmerie départementale sont les autorités fonctionnelles.

## **Article 2 : Période d'application de la convention**

La présente convention est conclue pour les années 2023, 2024 et 2025.

Elle s'inscrit dans la continuité de la dernière convention pluriannuelle 2020-2021-2022 n°E1T04256 du 19 juin 2020 qui a pris fin le 31 décembre 2022. La présente convention prend effet à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2023** et prendra fin au plus tard **le 31 décembre 2025**.

Elle se substituera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la convention du 18 juillet 2022 relative à l'affectation pour 3 ans d'un intervenant social au sein du commissariat de police de Vannes.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période.

Elle est reconduite tacitement pour les années 2024 et 2025 sous réserve :

- de l'inscription des crédits FIPDR et des crédits de lutte contre la pauvreté en loi de finances pour la part du financement relevant de l'État ;
- du vote des crédits nécessaires au budget départemental et de la commune de Vannes ;
- de la production annuelle d'un bilan d'activité attestant du service fait.

## **Article 3 : Définition des missions et conditions d'exercice**

### **Missions**

Les missions des intervenants sociaux sont prioritairement tournées vers l'aide aux personnes, victimes et auteurs d'infractions, ou à leur famille dont les situations leur sont signalées par les services de la direction départementale de la sécurité publique du Morbihan ou les unités du groupement de gendarmerie départementale ou dont ils auraient eux-mêmes connaissance à l'occasion de leurs fonctions auprès des services de police et de gendarmerie. Leurs interventions ne se substituent pas aux procédures propres aux services de police et de gendarmerie, elles en sont le complément lorsque la situation sociale des personnes signalées le requiert. Leurs missions excluent tout acte de police administrative ou judiciaire.

Les missions des intervenants sociaux consistent à :

- conseiller et orienter les personnes signalées par les services de la direction départementale de la sécurité publique du Morbihan et les unités dépendant du groupement de gendarmerie départementale,
- accueillir les victimes ou les personnes en situation de détresse sociale repérées lors d'une intervention des forces de l'ordre,
- évaluer les besoins sociaux et les interventions de proximité, établir le relais entre les personnes signalées et les différents services sociaux ou associations d'aide aux victimes qui peuvent assurer une continuité dans l'aide à apporter aux bénéficiaires,
- participer au repérage précoce des situations de détresse sociale afin de prévenir une éventuelle dégradation
- travailler en concertation avec les autres travailleurs sociaux dans le département pour enclencher l'accompagnement social nécessaire, mutualiser les informations et faciliter le dialogue inter-institutionnel entre les forces de l'ordre et les acteurs en charge de missions sociales, médicales ou éducatives.

## **Temps de travail – organisation du temps de travail**

Les trois postes d'intervenant social sont des postes à plein temps sur la base d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures s'agissant des postes du commissariat de Lorient et en gendarmerie. Le poste du commissariat de Vannes est à temps partiel sur la base de 0,60 % hebdomadaire de 35 heures. Ce dernier poste a vocation à évoluer (0,8 ETP ou poste à temps plein) sous réserve de l'accord de la ville et de l'Etat.

Les horaires ou temps de présence au sein des services de la direction départementale de la sécurité publique du Morbihan et des unités du groupement de gendarmerie départementale sont arrêtés d'un commun accord entre l'autorité hiérarchique et les autorités fonctionnelles.

Les autorités fonctionnelles veillent à faciliter l'intégration et l'identification des intervenants sociaux au sein du service dans lequel ils sont affectés.

## **Locaux et équipements**

Les intervenants sociaux exercent leurs fonctions dans des bureaux mis à disposition par le directeur départemental de la sécurité publique du Morbihan ou par le commandant du groupement de gendarmerie départementale. Les locaux devront garantir la confidentialité des échanges entre les intervenants sociaux et les bénéficiaires.

Les services de police et de gendarmerie fournissent l'équipement mobilier et prennent à leur charge les frais de fonctionnement courants (fluides) indispensables au bon exercice de leurs missions.

La fourniture éventuelle d'un véhicule ou le remboursement des frais liés à l'utilisation d'un véhicule personnel, d'un ordinateur et d'un téléphone portable, y compris les frais afférents à l'utilisation de ces équipements, sont à la charge de l'employeur (Sauvegarde 56) et tous autres frais en lien avec sa mission.

## **Article 4 : Droits et obligations des intervenants sociaux**

1 – Les intervenants sociaux sont recrutés par l'association Sauvegarde 56, qui assure la publication des postes à pourvoir et de la première sélection des candidats retenus pour être entendus dans un jury de sélection. Le jury est composé d'un représentant de l'association, du conseil départemental, de la direction départementale de la sécurité publique, du groupement de gendarmerie départementale du Morbihan, de la ville de Vannes et de la préfecture.

2 – Les intervenants sociaux sont, de préférence, de formation initiale assistant de service social ou issu de la filière sociale de la fonction publique territoriale ou assimilée et ont suivi de préférence un cursus ayant privilégié l'approche psychologique et sociale. Ils doivent disposer d'une excellente connaissance de l'organisation des services sociaux départementaux et de ses partenaires ainsi que des dispositifs mobilisables.

3 – Ils sont rattachés hiérarchiquement à l'association Sauvegarde 56.

4 – Chaque année les intervenants sociaux sont évalués par leur autorité hiérarchique en concertation avec la direction départementale de la sécurité publique et du groupement de gendarmerie départementale du Morbihan.

5- Etant recrutés par l'association Sauvegarde 56, les intervenants sociaux sont salariés de droit privé. Ils relèvent de la convention collective du 15 mars 1966.

6 – Les intervenants sociaux sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves énoncées aux articles L 226-13 et L 226-14 du code pénal et à l'article L.411-3 du CASF. De plus, les intervenants sociaux se réfèrent dans l'exercice de leur métier, au code de déontologie de l'ANAS du 28 novembre 1994.

7 – Les intervenants sociaux interviennent sur demande des personnels habilités de la direction départementale de la sécurité publique et du groupement de gendarmerie départementale du Morbihan. Ils peuvent également être en situation d'intervenir dans l'urgence ou de rencontrer des personnes en difficulté qui, informées de leur présence dans les services de police ou de gendarmerie, souhaitent s'entretenir avec eux.

8 – Les intervenants sociaux reçoivent le public dans les locaux mis à leur disposition par la direction départementale de la sécurité publique et le groupement de gendarmerie départementale du Morbihan. Leurs actions s'inscrivent dans le traitement d'urgence des situations : il s'agit de prendre les mesures prioritaires exigées par les circonstances. Des circonstances exceptionnelles peuvent les amener à rencontrer ces personnes à leur domicile lorsque, notamment, est constatée l'incapacité des usagers à se déplacer.

9 – Ils prennent toutes les mesures qu'ils estiment indispensables à l'aide et à la prise en charge des difficultés qui leur sont soumises dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

10 – Pour accomplir leur mission les intervenants sociaux ont accès :

- au commissariat de police aux extraits du registre de la main courante et à toutes autres informations utiles sous contrôle du chef de la circonscription ou de son adjoint;
- en gendarmerie à la synthèse des interventions faites par les forces de l'ordre après agrément préalable du commandant de groupement.

11- Les intervenants sociaux sont amenés à travailler sur des problématiques relatives aux conflits et violences intrafamiliales, à la protection des majeurs, à la précarité sociale et à la protection de l'enfance qui relèvent des domaines de compétence du conseil départemental. En conséquence, les modalités d'orientation des publics vers les services du département sont précisées dans l'annexe 1 de la présente convention.

## **Article 5 : Comité de suivi**

Un comité de suivi est constitué, composé :

- ➔ du préfet du Morbihan, ou son représentant ;
- ➔ du président du conseil départemental, ou son représentant ;
- ➔ du directeur départemental de la sécurité publique, ou son représentant ;
- ➔ du groupement de gendarmerie départementale, ou son représentant ;
- ➔ du maire de Vannes, ou son représentant,
- ➔ du président de l'association Sauvegarde 56, ou son représentant.

Il se réunit au moins une fois par an. Il veille au respect des missions qui incombent aux travailleurs sociaux et peut proposer les ajustements nécessaires. Il examine, chaque année, le bilan de l'action des intervenants sociaux rédigé et présenté par les services de l'association Sauvegarde 56.

Le bilan d'activité des intervenants sociaux réalisé selon les directives ministérielles ainsi que, le cas échéant, les observations ou préconisations du comité de suivi sont communiqués au procureur de la République du ressort sur lequel ils sont affectés.

## **Article 6 : Revalorisation salariale pour la période 2023 – 2025.**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, il a été décidé de revaloriser le coût des quatre postes à hauteur de 64 552 € pour 1 ETP.

## **Article 7 : Modalités financières**

L'association Sauvegarde 56 procédera au versement du salaire et des charges afférentes des intervenants sociaux et établira les bulletins de salaire.

**Le plan de financement des 4 postes d'ISCG figure en annexe 2 , conformément à la participation de chaque financeur:**

**La participation de l'État fera l'objet de deux conventionnements :**

➤ Dans le cadre du FIPDR :

→ La subvention est versée en deux temps (75 % à la signature de l'acte d'engagement et 25 % restants sur production de justificatifs de réalisation du projet) pour les 3 postes créés en 2020.

→ Cette dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la manière suivante :

- UO 0216-CIPD-DP56
- Centre de coût : PRFDCAB056
- Domaine fonctionnel : 0216-10
- Code d'activité : 0216081002A1

➤ Dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté :

→ La dépense sera imputée sur les crédits du Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, ouverts sur le programme 304 « inclusion sociale et protection des personnes ».

→ Le soutien financier s'effectuera sous la forme d'une convention spécifique conclue entre les services de l'Etat et l'association Sauvegarde 56, pour un engagement global au profit des 4 postes d'ISCG à hauteur de 52 000€.

**Les participations du département et de la ville de Vannes seront acquittées en deux versements :**

- un acompte correspondant à 60 % de la participation financière annuelle , versé à la signature de la présente convention ;
- le solde de la participation financière, interviendra après réception des justificatifs du service fait, et au prorata des dépenses réalisées déduction faite de l'avance versée.

Une impossibilité de justifier les dépenses prévues conduira à un ajustement de la participation des cofinanceurs.

En cas de défaut de l'un des cofinanceurs ou d'absence de respect des modalités de versement définies *supra*, les autres cofinanceurs ne compensent pas les sommes non versées.

Dans le cas où de nouveaux cofinanceurs souhaiteraient intégrer le financement du présent dispositif, un avenant sera réalisé à la présente convention pour redéfinir les participations financières de chacun.

Adresse : place du général de Gaulle - BP 501 – 56019 Vannes Cedex

Standard : 02 97 54 84 00 Courriel : [prefecture@morbihan.gouv.fr](mailto:prefecture@morbihan.gouv.fr)

Site Internet : [www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)

Enfin, il appartient à chaque financeur de déterminer les modalités de récupération des trop-perçus par l'Association Sauvegarde 56 (remboursement ou diminution du montant de la subvention due au titre de l'exercice suivant).

#### **Article 8 : Justificatifs pour l'Etat**

La demande de versement du solde n'est étudiée que sur production des pièces justificatives à adresser par voie électronique ou par voie postale au préfet du Morbihan reprenant :

- l'attestation sur l'honneur de dépenses de l'association Sauvegarde 56 ;
- un état récapitulatif des dépenses à date.

Cet état récapitulatif, précisant les références et les dates des ordres de paiement, devra être certifié et signé par la personne habilitée à représenter l'association, et le cas échéant, par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes.

L'Association Sauvegarde 56 s'engage à conserver les originaux des pièces justificatives à disposition du préfet du Morbihan et à lui en fournir un duplicata si celui-ci en fait la demande.

Le préfet du Morbihan peut, en outre, demander à l'association Sauvegarde 56 tout autre document prouvant la réalité de l'action financée.

Avant toute nouvelle demande de subvention et au plus tard dans les 6 mois qui suivent la date d'achèvement qui figure à l'article 2 de la présente convention, l'Association Sauvegarde 56 fournit les documents ci-après :

- **le compte rendu financier** conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du projet. Ces documents sont signés par la personne habilitée à représenter l'association, et le cas échéant, par son expert-comptable ou son commissaire aux comptes ;
- **les états financiers** ou, le cas échéant, **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- **le rapport d'activité annuel.**

Ces documents sont transmis au préfet du Morbihan par voie papier ou par voie dématérialisée.

#### **Article 9 : Renouvellement et évaluation**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 8.

L'Association Sauvegarde 56 s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention (30 septembre 2025), un pré-bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées aux articles 3 et 4 de la présente convention.

#### **Article 10 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les

conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 11 : Annexes**

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

#### **Article 12 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

L'inexécution totale ou partielle des clauses de la convention est une des causes possibles de résiliation.

En cas de litiges entre les parties, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes.

Fait en trois exemplaires originaux à Vannes, le

Le préfet du Morbihan

Le président du conseil départemental

M. Pascal BOLOT

M. David LAPPARTIENT

Le maire de Vannes,

Le président de l'association Sauvergarde 56

M. David ROBO

  
SAUVEGARDE 56  
association de solidarité  
33 Cours de Chazelles  
CS 20847  
M. Yves GICQUELLO  
Gedex  
Tel : 02 97 36 19 70 - association@sauvergarde56.org

Le directeur départemental  
de la sécurité publique

Le commandant du groupement de gendarmerie  
départementale

M. Philippe MIZINIAK

Colonel Aurélien ARDILLIER

## **Annexe 1 : modalités d'articulation entre l'intervenant social et les services du département**

Après évaluation de la situation de la personne et en fonction du besoin d'accompagnement identifié par l'intervenant social, avec l'accord de la personne :

- la personne est connue du service social (elle nomme un ASS référent), l'intervenant social contacte directement l'assistant social du département.
- la famille dit ne pas être suivie par un travailleur social, l'intervenant social transmet une fiche de liaison sur la boîte mail du territoire (Cf. liste jointe – annexe 1 bis).
- La famille comporte des enfants mineurs.

L'intervenant social évalue la nécessité d'un accompagnement social, son analyse faisant apparaître des éléments de danger. L'intervenant social informe la personne.

- Il s'agit d'une situation d'une famille avec enfants : transmission des informations sur la boîte mail de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) : [infos.preoccupantes@morbihan.fr](mailto:infos.preoccupantes@morbihan.fr)

L'intervenant social peut contacter les cadres référents « prévention familiale » ou « action sociale et insertion » du conseil départemental qui peuvent être des personnes ressources pour tout besoin d'échange ou de conseil concernant une situation.



**SAUVEGARDE56**  
action sociale & solidaire  
33 Cours de Chazelles  
CS 20347  
56103 LORIENT Cedex  
Tél. : 02 97 36 15 70 - [association@sauvegarde56.org](mailto:association@sauvegarde56.org)